



Liberté de la presse en Turquie: La France et l'UE doivent agir

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes), membres de la FIJ et de la FEJ, dénoncent avec la plus grande force la décision de la justice turque qui a requis la prison à vie contre nos confrères Can Dündar et Erdem Gül, les deux journalistes du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, emprisonnés depuis deux mois.

La justice turque sous l'emprise du président Recep Tayyip Erdogan, qui a juré de se venger de nos deux confrères, a aggravé ses réquisitions.

Poursuivis pour "espionnage" et "divulgence de secrets d'Etat", Can Dündar, rédacteur en chef du journal et Erdem Gül, responsable du bureau d'Ankara, sont en plus accusés de "tentative de coup d'Etat" et d'"assistance à une organisation terroriste".

Ils risquent une peine de réclusion à perpétuité aggravée.

Leur "crime" aux yeux du chef de l'Etat, qui les a menacés personnellement, est d'avoir révélé dans un article de mai 2015 à l'aide de documents, datés de janvier 2014, la livraison d'armes par les services secrets turcs aux groupes djihadistes.

Les syndicats de journalistes français (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la FEJ, ont adressé, aussitôt la nouvelle connue, une lettre à l'ambassadeur de Turquie en France pour exiger leur libération. Cette missive est restée à ce jour sans réponse.

Devant ces réquisitions du parquet, les syndicats français avec la FIJ/FEJ appellent le président François Hollande, la Commission européenne mais aussi l'ONU et le Conseil de l'Europe, à ne pas laisser faire le régime turc :

Il est urgent de faire libérer tous les journalistes turcs et kurdes détenus.

La liberté de la presse ne se négocie pas : elle est un droit partout dans le monde.

En Turquie comme ailleurs

Pour nous, plus que jamais, la solidarité doit jouer, notamment au moment où l'Union européenne et la Turquie reprennent les négociations sur l'adhésion d'Ankara à l'UE